



INNOV MAG

Le magazine de promotion de la recherche, de l'innovation
et de la culture numérique en Afrique centrale

N° 02 | Mars 2025



Financé par l'Union européenne



Mis en œuvre par le Secrétariat OEACP



OEACP R&I

PRICNAC | PROMOTION DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DE LA CULTURE NUMÉRIQUE EN AFRIQUE CENTRALE

Le magazine de la Recherche, de l'Innovation et du Numérique en Afrique Centrale

AUF



OBREAL
Global



CONSEIL AFRICAIN
E. MALINCHÉ POUR
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR





Sommaire

Valoriser les projets innovants locaux

PRICNAC : Assurer la Durabilité des Projets
Innovants en Afrique Centrale

Réflexions sur l'innovation en Afrique

Le projet «projet «e-Entrepreneuses»

Projet « CLINAC : Creuset de Lean Innovation Numérique
en Afrique Centrale »

Projet ProDiDeZR – Dissémination des Innovations pour
le Développement Durable en Zone Rurale

Projet HuDNaFEVAD - Hubnumérique d'accompagnement
des Femmes dans la valorisation des déchets

Projet PDEAI - Développement des Équipements Agricoles
Intelligents

Projet OpenGovLoc - CivTech au service de la gouvernance
locale

Projet REFUS carbone - Résilience Économique de la
Femme en Univers Sobre en Carbone vers une Croissance
Verte en Afrique centrale

3

5

6

8

12

15

18

22

25

28

PROJET SYNERIME

PROJET RAQF

PROJET INFORM'ALL-CITY

PROJET FLASH

PROJET RSTPAC

PROJET EEPE:R.MD

PROJET RÉSEAU FAB

PROJET I3DE

Declaration du coordinateur PRICNAC

Qu'est-ce que PRICNAC?

Fiches synthétiques du projet PRICNAC

32

33

34

36

37

38

39

40

41

42

43

Comité de rédaction

Pr Alain KIYINDOU

Jean Calvin TJOMBE

Hilde Gaëlle MONGO KEDI

Joseph BEBEY MBOTA

Rachel NGO BIKOB

Larissa ODZEBE

Dorothée Béatrice NDOUMBE

Hervé Dominique MBELLA MBELLA

Directeur de publication

Contributeur

Contributeur

Contributeur

Contributeur

Contributeur

Contributeur

Infographe

AUF

AUF

AUF

AUF

AUF

AUA

Consultante

Consultant

Éditorial

Valoriser les projets innovants locaux

D'après les conclusions de la Conférence Economique Africaine (CEA) organisée à Addis Abeba le 18 novembre 2023, la capacité technologique moyenne des États africains est passée de 25 à 41 %, soit presque le double. Cette augmentation est due à la pénétration croissante d'Internet et à la diffusion rapide des technologies numériques à travers les pays. Dans un contexte technologique qui avance à très grande vitesse, cet enrichissement de l'offre numérique est spectaculaire en Afrique.

Au regard des résultats des études menées par la CEA, plus de 80% de la population africaine possède aujourd'hui un téléphone portable. En effet, avec près de 725 millions d'utilisateurs de téléphonie mobile, le continent noir affiche la plus forte croissance au monde sur ce créneau. Ces chiffres étaient inimaginables Il y a de cela quelques années, lorsque les accès à Internet sur le continent étaient peu nombreux, et les disparités en termes d'accès au réseau entre les pays très importantes. Au-delà de cet exemple, il est normal d'admettre que les nouvelles technologies dans leur ensemble font partie intégrante du quotidien des Africains, et laissent, de ce fait imaginer un continent à la pointe de l'innovation dans un futur proche.

Ce changement s'est surtout opéré ces dernières années dans les pays africains qui ont placé l'innovation technologique au cœur de leur stratégie de développement. Toutefois, il est fort surprenant de découvrir que la principale raison de ce changement est spécifique au continent. Car, des mécanismes d'innovations très variés et souvent emprunts d'immatunité et de mimétisme ont laissé la place à une vision très pragmatique et adaptée du rôle que devrait avoir l'innovation sur le continent. En effet, l'image d'un continent africain importateur du progrès en provenance de l'Occident est désormais révolue. Les acteurs industriels et technologiques ont bien compris que le développement économique de l'Afrique est fortement lié à la mise en place d'un écosystème de recherche et d'innovation technologique dynamique. C'est la raison pour laquelle des startups à succès et des initiatives technologiques toutes adeptes de la stratégie de spécialisation intelligente (3S) se multiplient comme jamais auparavant sur le continent. D'après l'OMS, la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19 a fortement contribué à accélérer la digitalisation de l'économie africaine, avec la nécessité pour les acteurs publics et privés de partager des données, au

niveau high tech et santé, afin de développer des stratégies sanitaires efficaces. Ce faisant, nul ne peut nier le fait que durant cette pandémie, l'Afrique a montré aux yeux du monde sa capacité à innover rapidement pour répondre à des problématiques contextuelles.

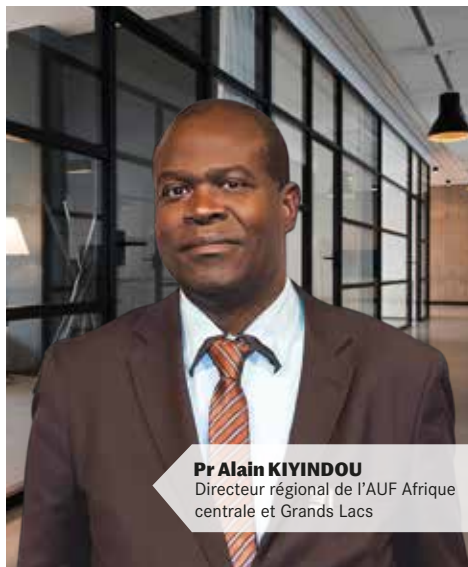
En clair, l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication en Afrique s'est avéré déterminant pour l'accroissement de son potentiel d'innovation nécessaire à sa croissance économique et sa transforma-

tion sociale. Cela se traduit dans les faits, par la pléthore de startups qui aujourd'hui pullulent et proposent un nombre incalculable de solutions innovantes et adaptées aux réalités locales. Cependant, il est important de souligner que les lacunes des systèmes éducatifs, l'inadéquation des infrastructures et l'insuffisance de ressources humaines qualifiées sont encore des obstacles qui empêchent la pleine réalisation du potentiel technologique de l'Afrique. C'est pourquoi il est de notre responsabilité de souligner que si l'innovation de pointe en Afrique est aujourd'hui une réalité, comme en témoigne la réussite au plus haut niveau de certaines startups, le continent doit plus que jamais parvenir à développer des écosystèmes scientifiques de recherche et d'enseignement perfor-

mants, pour y intégrer sa jeunesse, sans doute le plus gros atout du continent. En effet, en 2035, 35% des jeunes dans le monde seront africains. Il est donc impératif pour le continent de développer des filières innovantes sur le long terme en vue de créer des emplois pour la génération qui arrive.

Ce deuxième numéro du magazine INNOV'MAG présente et valorise le travail quotidien des chercheurs, des innovateurs et des auto-entrepreneurs qui se sont donnés pour mission de trouver des solutions innovantes aux problématiques locales en faisant appel aux potentialités endogènes. Le lecteur y découvre les résultats et les chantiers prioritaires de PRICNAC; le focus sur les 9 derniers micro-projets sélectionnés en septembre 2023; les synergies avec les autres initiatives du programme IOACPS RI et les témoignages des bénéficiaires.

Je vous souhaite une bonne lecture et vous donne rendez-vous au prochain numéro d'INNOV'MAG, votre magazine d'information sur l'actualité relative à la recherche, à l'innovation et à l'entrepreneuriat en Afrique centrale.



Pr Alain KIYINDOU
Directeur régional de l'AUF Afrique
centrale et Grands Lacs



PRICNAC : Assurer la Durabilité des Projets Innovants en Afrique Centrale

En Bref



Réunion des bénéficiaires de la subvention PRICNAC qui a eu lieu du 27 au 29 septembre 2023 à Douala, au Cameroun.

Parmi les participants à cette séance de travail du Consortium pour la Promotion de la Recherche, de l'Innovation et de la Culture Numérique en Afrique Centrale (PRICNAC) se trouvaient aussi bien des autorités administratives et académiques que les membres du Consortium PRICNAC, de l'Organisation des États de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), ainsi que les **17 porteurs de projets** bénéficiaires de la subvention. Pendant trois jours, les équipes du Consortium PRICNAC et les experts ont travaillé et accompagné les porteurs de micro-projets dans l'élaboration des plans de pérennisation et de durabilité de leurs micro-projets. Il a également été question de mettre sur pied des stratégies de suivi-évaluation, d'impact, et de transfert de connaissances. Lors de la cérémonie d'ouverture du **27 septembre 2023**, les 9 micro-projets récemment sélectionnés ont officiellement reçu leurs conventions de subvention signées, marquant ainsi le début effectif de la mise en œuvre de leurs projets.

Au cours de l'atelier, il s'est aussi agi de créer un réseau durable d'innovateurs en Afrique centrale qui sera connecté à d'autres initiatives africaines et interrégionales majeures en matière d'innovation pour le développement. La rencontre était également l'occasion de discuter des stratégies d'articulation et de mise en synergie avec des initiatives similaires telles que PDTIE et Afrid ; mais également de présenter et d'examiner le plan de travail du réseau PRICNAC.

Le coordonnateur de PRICNAC, Jean-Calvin Tjombe, a saisi cette occasion pour saluer la qualité des travaux des micro-projets qui vont permettre la pérennité de leurs projets. De son côté, la représentante de la ministre de la Recherche Scientifique et de

l'Innovation (MINRESI) du Cameroun, Dr Amina Djouldé, a souligné le caractère novateur de PRICNAC en tant que « projet hautement compétitif et fédérateur qui apporte les moyens financiers, logistiques, et l'expertise supplémentaire pour la mise à niveau de la recherche et de l'innovation, favorisant ainsi la mutualisation des centres de recherche en réseau ainsi que l'organisation de partenariats régionaux et internationaux indispensables ».

En prélude à cette réunion des bénéficiaires, les membres du consortium ont visité quelques micro-projets dont les activités se déroulent dans la ville de Douala. Les partenaires du consortium ont pu constater la réalité desdits micro-projets et leur impact positif sur la professionnalisation de l'enseignement et le renforcement de l'entrepreneuriat.

Financé par la Commission de l'Union européenne à travers le Fonds ACP pour l'Innovation et mis en œuvre par le Secrétariat de l'OEACP, PRICNAC est réalisé par un consortium coordonné par l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) et composé de l'Observatorio de Relaciones Unión Europea – América Latina (OBREAL Global Observatory), de l'Association des Universités Africaines (AUA), du Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES), ainsi que du Réseau d'Experts en Ingénierie de la Formation pour l'Afrique Centrale et les Grands Lacs (REIFAC).



Réflexions sur l'innovation en Afrique



“Cessons d’être une main-d’œuvre bon marché pour devenir un cerveau d’innovation hautement qualifié”

I ne fait aucun doute que l'économie du « premier monde » repose sur la recherche et l'innovation. Mais ceux-là mêmes qui défendent ce principe se demandent souvent s'il est également valable en Afrique. Les réminiscences postcoloniales privilégient une Afrique qui ne fournit que des matières premières sans valeur ajoutée et une main-d'œuvre bon marché. Cependant, le nouveau concert économique mondial né après la pandémie de COVID-19 nécessite un plus grand équilibre économique et une meilleure répartition de la production à l'échelle mondiale.

Dans ce contexte, l'Afrique a le devoir et le droit de développer ses propres politiques de recherche et d'innovation, qui ne peuvent être dictées par d'autres pays qui ne connaissent pas la réalité africaine ni être copiées de celles qui y sont menées. Cela a été la grande erreur de l'Afrique et aussi de l'Amérique latine, en essayant d'adapter des modèles réussis en Amérique du Nord et en Europe, mais dans une réalité et une idiosyncrasie totalement différentes et, dans une certaine mesure, uniques. En conclusion, toute l'Afrique doit s'organiser pour travailler ensemble de manière collaborative, en développant ses propres politiques et stratégies d'innovation et de développement, avec une forte présence de partenariats public-privé.

**Pr Fernando Albericio, OBREAL,
Expert en Innovation en Afrique**

VIE DES PROJETS



01

Le projet “E-Entrepreneuses”



+++

245 femmes formées à l'e-commerce.



L'accompagnement des bénéficiaires de la formation se poursuit même si l'objectif du projet est atteint. En effet, E-Entrepreneurs a l'ambition de promouvoir le e-commerce auprès des entrepreneuses à travers la mise en place d'une stratégie de formation des jeunes entrepreneuses et formateurs/trices des Centres de Formation Professionnelle (CFP) ainsi que les leaders d'associations relevant du domaine du E-commerce.



L'exécution de cette formation dans la région septentrionale du Cameroun et au Tchad devrait permettre aux cheffes d'entreprise d'augmenter les ventes de leurs produits et d'élargir leur clientèle. D'après les résultats d'étude du cas des femmes qui mènent des activités autour des Produits Forestiers Non Ligneux, la principale difficulté est la faible commercialisation des produits des entrepreneuses dans la partie septentrionale du Cameroun et du Tchad, pourtant, cette activité est menée dans plusieurs entreprises féminines.

Cette formation de douze mois avait comme principales activités l'étude de faisabilité du e-commerce, la conception d'un programme de formation, la formation des entrepreneuses et des formateurs, le coaching des pionnières numériques, le transfert de connaissances et la communication sur les résultats du projet e-entrepreneuses. En effet, selon les experts, il était important d'introduire les TIC dans les activités des entrepreneuses afin de renforcer leurs capacités et d'améliorer la vente de leurs produits.



Appui au développement

Le choix de cette thématique a été motivé par la volonté « d'enrichir la recherche sur la thématique de l'entrepreneuriat féminin et les TIC, le renforcement des capacités des acteurs, le partenariat au niveau international (Tchad-Cameroun), etc. » explique Alidou Mohamadou, porteur du projet.

Ce projet a déjà porté de nombreux fruits. Il s'agit entre autres, de la cartographie des produits des entrepreneuses de cette région, la formation à la maîtrise basique des TIC, les échanges d'expériences entre les entrepreneuses et formateurs, le partage d'expériences entre le Cameroun et le Tchad. En effet, les entrepreneuses des villes de Maroua, Garoua, Ngaoundere et Moundou/Tchad ont été les heureuses bénéficiaires.

Au moment où le projet s'achève, les porteurs en dressent un bilan élogieux sur le plan des activités réalisées ; l'étude de faisabilité, la formation des entrepreneuses et des formateurs des centres de formation professionnelle et la conception de la plateforme en ligne.

La pertinence de ce projet n'est plus à démontrer puisqu'elle vient résoudre un problème réel des populations précisément des femmes cheffes d'entreprises. Ce projet promeut le développement de l'entrepreneuriat selon les objectifs de la SND30 (Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 du Cameroun) spécifiquement des femmes. Il traite du renforcement des capacités et d'amélioration des conditions de vie. Ce choix vient contribuer à l'un des objectifs de l'École Nationale Supérieure Polytechnique de Maroua, notamment l'appui au développement en proposant des solutions aux populations locales, la vulgarisation de l'usage du numérique, etc.



« La promotion de la culture numérique dans les activités de commerce des femmes »

Le coordonnateur du projet E-entrepreneuses présente les opportunités que ce micro-projet offre aux femmes qui exercent des activités commerciales.

Innov'Mag: Vous êtes porteur d'un micro-projet retenu par PRICNAC dans le cadre de son appel à micro-projets international. De quoi s'agit-il ?

» **Pr. M. Alidou:** Le projet intitulé « e-entrepreneuses » est réalisé dans la région sahélienne du Cameroun et à Moundou au Tchad. Il s'agit d'un projet « e-commerce » des entrepreneuses qui entend améliorer les capacités de recherche et d'innovation ; diffuser les technologies de pointe ; développer des nouvelles compétences dans l'utilisation des outils numériques à des fins commerciales ; doper ces ventes par le truchement de TIC.

Q. Quelle solution concrète apportera-t-il dans le domaine de la Recherche et de l'innovation ?

» Ce projet possède dans son plan de mise en œuvre une phase de recherche consacrée à l'étude de faisabilité qui nous a permis de disposer des données sur l'utilisation des moyens numériques à des fins commerciales. De nouvelles stratégies marketing avec la collaboration des influenceuses qui jouent un rôle clé dans la digitalisation afin de susciter le live shopping chez 40 % des consommateurs. L'acte d'achat est facilité par l'opportunité pour l'acheteur d'interagir en direct avec la marque, l'influenceuse ou les leaders d'opinion. Il est donc important pour les e-commerçants de s'adapter à l'ensemble de ces tendances et de mener les transformations qui s'imposent pour rester à la pointe. Il va permettre la mise en place d'une stratégie visant à

former les entrepreneuses et les formateurs/trices des Centres de Formation Professionnelle (CFP) en e-commerce.

Q. Quelle sera la plus-value du financement de PRICNAC dans la mise en œuvre de ce micro-projet ?

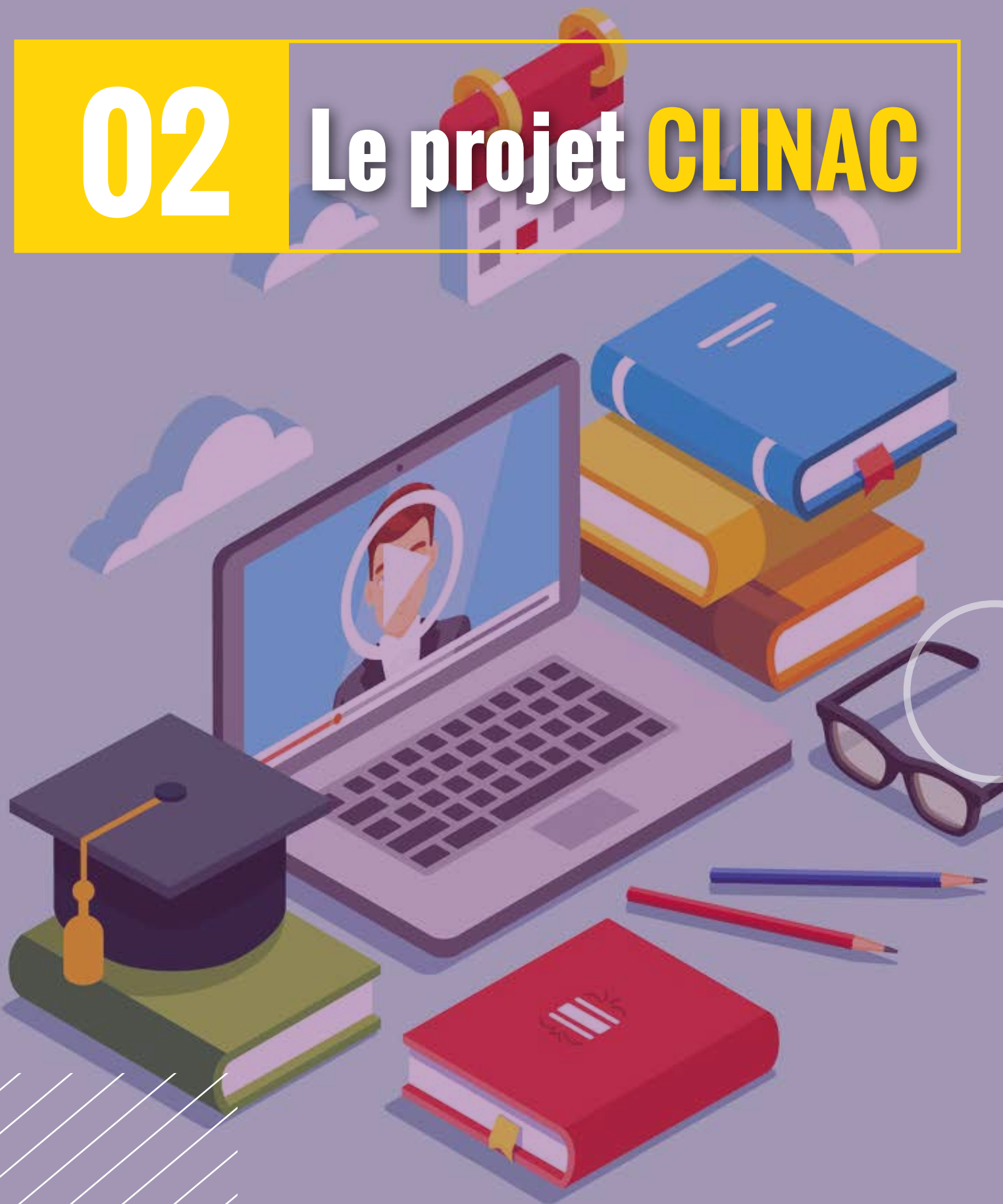
» La thématique du projet qui est liée à l'introduction du digital dans les activités commerciales en général et des femmes en particulier. Cette thématique est clairement innovante et concourt à la promotion de la culture numérique. Il va améliorer les capacités de recherche et d'innovation ainsi que la diffusion des technologies de pointe. Au terme de ce projet, les entrepreneuses formées auront de nouvelles compétences (comportement) pour la pratique professionnelle du « e-commerce ». Ainsi, elles pourront permettre à leurs entreprises respectives d'augmenter leurs ventes et d'élargir leur clientèle via les outils du « e-commerce ». Les formateurs et formatrices des centres de formation professionnelle quant à eux/elles, pourront assurer la durabilité du projet en dispensant efficacement les modules e-commerce et marketing digital aux apprenantes des différents centres.

Q. Quel message avez-vous à passer à l'endroit du Consortium PRICNAC ?

» Nous saluons l'initiative de PRICNAC pour ces différentes opportunités qui nous sont offertes pour la promotion de la recherche innovation mais surtout la synergie qu'il entretient avec les différents partenaires.

02

Le projet **CLINAC**



+++

Développer la recherche innovation en Afrique



Le tiers-lieu d'abéché recevant son ordinateur pour la gestion de la plateforme CLINAC

Image de la plateforme de Formation CLINAC



Le projet Creuset de Lean Innovation Numérique en Afrique Centrale (CLINAC) ambitionne de créer et permettre des synergies dans l'écosystème de la recherche et de l'innovation en Afrique Centrale.

Cette aspiration n'est pas la seule. En effet, ce projet vise également à faciliter les conditions de transfert de technologie, la promotion et l'adoption de la R&I agroindustrielle par ses publics cibles. Spécifiquement, il est question de mettre en place un creuset d'innovation par le développement d'un outil numérique (une plateforme) mettant en synergie les pools de recherche universitaire, les incubateurs et les partenaires du monde socio-économique. Le projet de 14 mois se décline en 3 grandes activités. D'abord, la création et la gestion d'une plateforme numérique pour renforcer l'écosystème « sciencepreneurial » d'Afrique centrale. Ensuite, le renforcement des capacités des acteurs de l'écosystème par une formation massive aux formations des outils de Lean « sciencepreneuriat » et d'innovation.

Enfin, l'accompagnement des innovations en vue de la création ou du renforcement des performances d'entreprises.

La démarche proposée ambitionne former en masse via internet 1000 à 2000 futurs innovateurs « sciencepreneurs » aux outils de l'entrepreneuriat CREE et TRIE et Lean « sciencepreneuriat », 500 chercheurs sur la démarche recherche-innovation Lean « sciencepreneur » et la rédaction de brevets, 200 PME aux bonnes pratiques de gestion d'entreprise (GERME) et aux Stratégies d'Innovation et Dynamique Entrepreneuriale (SIDE), un coaching personnalisé.

80 étudiants formés seront sélectionnés suivant des critères objectifs; ils seront par la suite accompagnés pour le développement de prototypes et insérés en entreprise.



Pr. Njintang

«Nous formons aux stratégies d'innovation et dynamique entrepreneuriale»

Le porteur de CLINAC revient sur les tenants et les aboutissants de son micro-projet.

Innov'Mag: En quoi consiste le micro projet CLINAC dont vous êtes le coordinateur ?

» **Pr. Njintang:** CLINAC signifie Creuset de Lean Innovation Numérique en Afrique Centrale (CLINAC), il est porté par l'ENSAI de l'Université de N'gaoundéré en partenariat avec l'INSTA d'Abéché au Tchad, les entreprises AbundeSEG et AGRITECH France au Cameroun, situées respectivement à Douala et Yaoundé. Le projet vise la création de tiers-lieux physiques et numériques dans quatre villes (N'gaoundéré, Douala, Yaoundé et Abéché) destinés à mobiliser, former en réseau et accompagner les acteurs (Enseignants-chercheurs, étudiants, entrepreneurs) du secteur de l'agro-industrie vers la création et le développement d'entreprises innovantes, performantes et durables.

Q. Quelle solution concrète apportera CLINAC dans le domaine de la Recherche et de l'innovation ?

» En amont, notre projet propose aux futurs innovateurs (enseignants, étudiants) une démarche de recherche innovation dénommée « Le lean Sciencepreneur » qui se situe à l'intersection de la recherche scientifique et l'entrepreneuriat. Cette démarche novatrice met en avant la connaissance du marché avant le développement du produit, inverse à la démarche habituelle. Ce qui permet de réduire le temps de développement de produits innovants et d'accélérer l'élaboration de modèles d'affaires viables.

En aval, nous proposons une formation d'entrepreneurs en herbe aux Stratégies d'Innovation et Dynamique Entrepreneuriale, un coaching personna-

lisé. Ce qui limite le taux d'échec et renforce les chances de succès des projets à fort potentiel.

CLINAC n'innove pas seulement sur les démarches de recherche innovation, mais aussi sur la technique d'apprentissage de cette démarche, « l'apprentissage gamifié ». Un programme d'études et un flux d'innovation gamifiées engagent simultanément les apprenants et nous permettent de gérer efficacement les ressources d'apprentissage et de suivre les progrès tout au long du processus de recherche et d'innovation.

Q. Quelle sera la plus-value du financement de PRICNAC dans la mise en œuvre de votre micro-projet ?

» Notre établissement a déjà une expérience dans l'accompagnement des étudiants sur la démarche LeanSciencepreneur, la recherche inventive, le brevetage, la rédaction des modèles d'affaires et business plans. Le financement PRICNAC permettra de massifier et répliquer cette formation grâce au numérique afin d'avoir un impact plus élevé.

Q. Quelles sont les opportunités auxquelles ouvre le projet PRICNAC ?

» L'action de PRICNAC est en phase avec les besoins actuels de notre pays qui se résument à mettre l'innovation au cœur de l'entrepreneuriat et l'entrepreneuriat au service de l'employabilité jeune, matérialiser le concept Université-Entrepreneuriale, renforcer la collaboration/dynamique université-entreprise. L'action PRICNAC offre ainsi à l'université et à l'Etat du Cameroun une solution pour autonomiser les jeunes, mais aussi pour créer un tissu industriel endogène solide et viable. Grâce à PRICNAC, le rôle d'acteur de développement assigné à l'Université est renforcé.

03

Le projet **ProDIDeDZR**



+++

L'atelier est lancé



Le projet de Dissémination des Innovations pour le Développement Durable en Zone Rurale a été officiellement inauguré le 21 février 2024 au Cameroun.

L'atelier de lancement s'est tenu dans la localité de Ngambé Tikar (région du Centre, Cameroun). C'était en présence du délégué d'arrondissement du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural. L'occasion visait à présenter les objectifs et les activités du projet aux bénéficiaires et aux parties prenantes mais aussi de mener une analyse approfondie des implications environnementales et économiques des innovations agricoles dans le contexte spécifique de l'augmentation de la production de maïs, en mettant en lumière les principaux défis et les opportunités identifiées.



Les problèmes relevés, les suggestions émises et les recommandations formulées par les bénéficiaires et les parties prenantes seront utilisés pour garantir le succès continu du projet ProDIDeDZR qui est réalisé par Forêts et Développement Rural (FODER) en collaboration avec les organisations Assainissement du Cameroun.

À terme, l'objectif est de vulgariser les innovations agricoles auprès des communautés rurales au Cameroun, afin d'optimiser les rendements, préserver l'écosystème et encourager des pratiques agricoles durables et respectueuses de l'environnement.

Au cours des 12 prochains mois, il est prévu de procéder à la vulgarisation des semences résilientes au changement climatique, au renforcement des capacités des leaders des organisations à bases communautaires sur l'utilisation des biopesticides, biofertilisants (biochar), la culture domestique du champignon comestible, ainsi qu'à la mise en place de parcelles expérimentales. De plus, un profilage des organisations à bases communautaires pertinentes sera effectué pour soutenir l'appropriation communautaire des innovations.



«Renforcer la résilience des zones rurales aux changements climatiques par l'innovation»

Le coordonnateur du Projet de Dissémination des Innovations pour le Développement Durable en Zone Rurale » dévoile l'intérêt et la portée scientifique de ce dernier.

Innov'Mag: C'est quoi le ProDIDeDZR ?

» **M. TENE:** Il s'agit d'un projet qui vise à familiariser les zones rurales en République démocratique du Congo et au Cameroun avec les innovations de nature à renforcer leur résilience aux changements climatiques. Ceci en les incitant à mener des activités respectueuses de l'environnement et pourvoyeuses d'emplois et de revenus pour l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs en particulier et le monde rural en général. Les femmes et les jeunes en sont les cibles principales. Le projet ProDIDeDZR est mis en œuvre par un consortium de deux organisations (Assainissement et FODER du Cameroun), conduit par Forêts et Développement Rural (FODER).

Q. Quelle solution concrète apportera-t-il dans le domaine de la Recherche et de l'innovation ?

» Le ProDIDeDZR permet aux agriculteurs de s'approprier les innovations de nature à favoriser un développement durable de leurs activités. Notamment à travers la production artisanale et l'utilisation d'un biofertilisant (le « biochar ») pour la restauration du sol et l'amélioration des rendements agricoles ; la production artisanale et l'utilisation des pesticides biologiques ; l'application de la technique de culture domestique du champignon comestible pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie.

Q. Quelle sera la plus-value du financement de

PRICNAC dans la mise en œuvre de ce micro-projet ?

» La connaissance et l'expérimentation des innovations de nature à renforcer la résilience aux changements climatiques. Ainsi, l'innovation part d'un document, d'un tiroir vers un utilisateur qui teste et atteste de son utilité dans un contexte caractérisé par les défis de développement durable et de lutte contre le changement climatique.

Q. Qu'avez-vous envie de dire au sujet de cette action de PRICNAC ?

» PRICNAC reste une opportunité réelle d'amélioration de la recherche, de l'application des innovations pour une résilience accrue des populations aux changements climatiques, pour une production et des activités agricoles respectueuses de l'environnement, contribuant au développement durable.



04

Le projet HubNAFEVAD



+++

Promouvoir l'employabilité des femmes par la formation



L'Université Évangélique en Afrique - UEA a procédé le Jeudi 23 novembre 2023, au lancement officiel du Projet Hub Numérique d'Accompagnement des Femmes dans la Valorisation des Déchets (Projet #HubNAFEVAD). C'était au Centre d'Excellence Denis Mukwege (CEDM) de Bukavu, en présence des acteurs de divers secteurs : autorités étatiques, acteurs éducatifs et membres de la société civile.

C'est un projet dédié à l'entrepreneuriat et à la promotion de l'employabilité des femmes. Il est de ce fait, un outil de développement durable grâce à l'intégration du numérique dans la valorisation des déchets. Dans son allocution, la Rectrice de l'Université Évangélique en Afrique (UEA), Pr. Ngongo Kilongo Fatuma a souligné que la valorisation des déchets est possible grâce à la circularité des déchets. Elle a adressé ses remerciements au projet PRICNAC mis en œuvre par l'AUF et ses partenaires, avec le soutien financier de l'Union Européenne.

Présent à la cérémonie en visioconférence, le coordonnateur du projet PRICNAC, Jean-Calvin Tjombe a quant à lui indiqué que le projet est exécuté dans huit pays dont le Cameroun, le Congo, le Gabon, la RDC, le Sao Tomé-et-Principe, le Tchad, la Guinée Équatoriale et la République Centrafricaine. On a également appris que le projet Pricnac a une durée de 4 ans et qu'en outre, il a pour objectif de renforcer les capacités de recherche et d'innovation dans les pays d'Afrique centrale par la consolidation des écosystèmes d'innovation et la création de synergies productrices entre l'entrepreneuriat, le numérique et les politiques d'innovation au service du développement durable et de la réduction de la pauvreté. Le représentant du maire de la ville de Bukavu, Espoir Kibukila, a quant à lui salué cette initiative du Consortium Pricnac et a

transmis les encouragements du maire de la Ville à l'UEA en rappelant le soutien total de l'autorité pour une bonne exécution du projet.

De son côté, le Pr. Fabrice Nfuamba Lukeba, coordonnateur du Projet, a réprécisé l'objectif du projet ; il s'agit d'offrir aux femmes des outils de pointe dans la conception et la production des prototypes et encourager l'innovation et la créativité. La cérémonie s'est achevée par une visite guidée des installations du FabLab Ecodéchet Uea et l'Espace HubNAFEVAD.



C'est quoi le projet HubNAFEVAD ?

Bénéficiaire de la subvention PRICNAC et exécuté conjointement par le FabLab Ecodéchet Uea de l'Université Évangélique en Afrique (UEA) de Bukavu et le Centre de Recherches Intégrées en Éducation Relative à l'Environnement (CRI-ERE) de l'Université Protestante d'Afrique Centrale (UPAC) au Cameroun, le Projet HubNAFEVAD vise à créer un cadre d'apprentissage centré sur les nouvelles technologies numériques pour une valorisation des déchets accessibles pour tous. Ce cadre d'apprentissage est basé sur un mécanisme d'auto-emploi des femmes par la création des opportunités issues de la valorisation des déchets à l'aide des technologies

numériques. Des innovations technologiques et numériques susceptibles d'améliorer la gestion et la valorisation des déchets sont développées à travers le projet HubNAFEVAD par les femmes innovatrices. Les projets sélectionnés sont accompagnés techniquement afin d'améliorer leur créativité et inventivité (Start-up, brevet d'invention, etc.) au sein du FabLab Ecodéchets de l'UEA (en RD Congo) et du Centre de Recherches Intégrées en Éducation Relative à l'Environnement (CRI-ERE) de l'UPAC (Au Cameroun). Ce projet s'étend sur une période de 12 mois et vise à accompagner 20 femmes dont 10 femmes de la ville de Bukavu et 10 femmes de Yaoundé.





**Pr. Fabrice
Nfuamba Lukeba**

«HubNAFEVAD est une solution durable de gestion et valorisation des déchets urbains»

Le porteur du projet explique comment ce dernier permet aux jeunes de l'Afrique Centrale d'apporter des solutions pratiques aux problèmes socio-économico-environnementaux de leurs sociétés respectives.

Innov'Mag: Vous êtes porteur d'un micro-projet retenu par PRICNAC dans le cadre de son appel à micro-projets international. De quoi s'agit-il ?

» **F.N. Lukeba:** Le Projet Hub numérique d'accompagnement des femmes dans la valorisation des déchets (HubNAFEVAD) consiste à contribuer à la création d'un cadre d'apprentissage accessible à tous, centré sur les nouvelles technologies numériques dans la valorisation des déchets. Le projet vise exclusivement la promotion de l'employabilité des femmes par la dotation de deux Hubs-un à Bukavu en RDC et l'autre à Yaoundé au Cameroun dont les utilisatrices sont essentiellement des femmes. Ces inventions et prototypes brevetés basés sur la valorisation des déchets seront développés au sein des Hubs. La pertinence de ce projet se justifie par son appui aux femmes chercheuses, innovatrices et entrepreneuses œuvrant dans la valorisation des déchets par l'amélioration de leur accès à l'apprentissage aux technologies numériques centrées sur « une stratégie de proximité ». Ce projet contribue à la vulgarisation des technologies numériques. Il s'agira donc d'amener les technologies numériques vers les femmes pour un développement de la culture du numérique et de l'auto-emploi des femmes du Cameroun et de la RDC. La participation collective permet ainsi une création d'un réseau local (intra-pays) et régional (inter-pays) pour faciliter un échange d'idées et des compétences entre les bénéficiaires.

Q. Quelle solution concrète apportera le projet dans le domaine de la recherche et de l'innovation ?

» Le projet HubNAFEVAD vise à promouvoir la recherche,

l'innovation et la culture numérique en offrant un espace où les femmes créent, conçoivent et développent des produits et des services innovants. Il offre aux femmes des outils de pointe tels que des imprimantes 3D, des scanners et des logiciels de conception assistée par ordinateur. Enfin, HubNAFEVAD apporte la solution durable de gestion et valorisation des déchets en vue d'assurer leur traçabilité face aux défis logistiques de gestion des déchets urbains des villes africaines.

Q. Quelle sera la plus-value de ce financement de PRICNAC ?

» Grâce au financement de l'OEACP-RI, deux hubs sont installés et fonctionnels. Le Hub UEA de Bukavu va bénéficier des équipements et matériels du Projet FabLab Ecodéchets financé par PDTIE. Le Hub UPAC (Université protestante d'Afrique centrale) de Yaoundé est entièrement installé sous le financement PRICNAC. Vingt prototypes de gestion et valorisation des déchets portés par les femmes seront fabriqués. Six projets d'innovation et prototypés des femmes sont accompagnés jusqu'au montage de leurs start-up en vue de l'atteinte de leur auto-emploi et de la traçabilité des déchets urbains.

Q. Quelle appréciation feriez-vous du financement apporté par PRICNAC à votre projet ?

» Le financement de PRICNAC est à louer et à encourager dans la mesure où il permet aux jeunes (femmes et hommes) de l'Afrique Centrale d'exprimer leur potentialité dans la recherche et l'innovation, et d'apporter des solutions pratiques aux problèmes socio-économico-environnementaux de leurs sociétés respectives.

05

Projet PDEAI



+++

Développer l'agroéquipement avec l'IA



C'est l'aboutissement voulu par l'équipe du projet à travers la mise en œuvre des outils d'innovation technologique.

Le projet de Développement des Équipements Agricoles Intelligents en abrégé PDEAI, est constitué d'un Consortium impliquant une entité contractante (IRAD-Came-roun) et une entité associée (ACNIE du Cameroun). Ce projet, dans une stratégie de spécialisation intelligente, développe des activités nouvelles dans l'intelligence artificielle à partir des ressources locales existantes dans le domaine de l'agroéquipement.

Il a pour objectif d'impulser dans une approche inclusive en zone CEMAC, les innovations dans le domaine de l'intelligence artificielle afin d'impacter significativement le développement de l'agro-industrie et faciliter l'utilisation des technologies émergentes. Au bout du projet PDEAI, trois innovations seront enregistrées à savoir les équipements agricoles dotés d'une carte numérique de gestion, les équipements agricoles intelligents utilisant les énergies renouvelables et, enfin, les équipements agricoles intelligents pour le contrôle des défauts qualités des produits alimentaires.



«L'intelligence artificielle au service de l'agro-industrie»

Le coordonnateur du projet de Développement des Équipements Agricoles Intelligents (PDEAI) illustre l'apport de l'IA dans le domaine de l'agroéquipement à partir des ressources locales.

INNOV'Mag: Vous êtes le porteur du projet PDEAI retenu par PRICNAC. De quoi s'agit-il ?

» Dr. A. Ngatchou: Notre Projet de Développement des Équipements Agricoles Intelligents en abrégé PDEAI, est un consortium impliquant une entité contractante (IRAD-Cameroun) et une entité associée (ACNIE du Cameroun). Ce projet, dans une stratégie de spécialisation intelligente développe des activités nouvelles dans l'intelligence artificielle à partir des ressources locales existantes dans le domaine de l'agroéquipement. Il a pour objectif d'impulser, dans une approche inclusive en zone CEMAC, les innovations dans le domaine de l'intelligence artificielle afin d'impacter significativement le développement de l'agro-industrie et faciliter l'utilisation des technologies émergentes.

Q. Quelle solution concrète apportera-t-il dans le domaine de la Recherche et de l'innovation ?

» Au bout du projet PDEAI, trois innovations seront enregistrées à savoir les équipements agricoles dotés d'une carte numérique de gestion, les équipements agricoles intelligents utilisant les énergies renouvelables, les équipements agricoles intelligents pour le contrôle des défauts qualités sur les produits alimentaires.

Q. Quelle sera la plus-value du financement de PRICNAC dans la mise en œuvre de ce micro-projet ?

» Le financement de la recherche en zone CEMAC est un

véritable problème. Ce qui handicape autant le prototypage que la mise sur le marché des innovations. PRICNAC permet de développer de nouveaux prototypes, les breveter et les rendre visibles à travers la communication. Il permet de former des étudiants dans le domaine des technologies émergentes. Mais aussi la mise en réseau à travers la création des consortiums entre différentes catégories d'acteurs (Institut de recherche, Université, Société civile) et permet d'impacter l'écosystème de recherche-innovation.

Q. Comment apprécieriez-vous le financement de PRICNAC ?

» Il faut pérenniser cette action de PRICNAC qui accompagne le développement des technologies émergentes en impactant significativement l'écosystème de recherche-innovation. Les chercheurs dans le domaine de l'intelligence artificielle ont désormais l'opportunité de rendre palpables leurs idées de recherche. PRICNAC permet à l'Afrique de se développer à travers l'économie du savoir et ou la propriété industrielle.

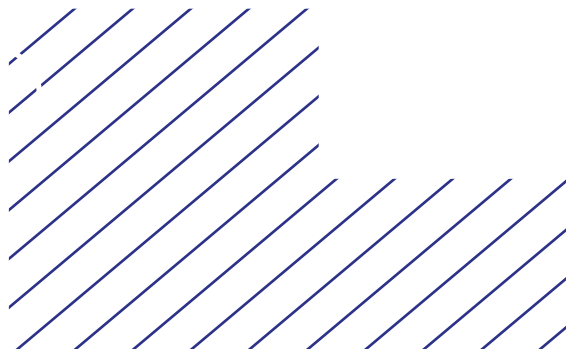
06

Projet OpenGovLoc



+++

Au service de la gouvernance locale



Le coordonnateur adjoint du projet OpenGovLoc présente les atouts de ce micro-projet.

L'activité vise à promouvoir la digitalisation de l'accès à l'information et aux données publiques locales ; l'utilisation du numérique pour le contrôle citoyen des politiques publiques locales et notamment la formation des jeunes à l'utilisation du numérique pour participer à l'élaboration des politiques locales. OpenGovLoc, projet transformationnel numérique est une opération de passage à l'échelle dans 4 communes prioritaires et une implication de 20 autres communes dans l'usage du digital pour promouvoir la redépassibilité et la participation locale, portées par des jeunes.

Bien avant ces actions concrètes, le projet s'emploiera à mener une étude dans les 52 départements et 10 régions du pays, soit 62 plus importantes villes du pays. Cette étude à la fois quantitative et qualitative, fera une comparaison scientifique de l'usage des réseaux sociaux par les jeunes de 3 grands blocs nationaux à savoir le septentrion (Extrême-nord, Nord ; Adamaoua), l'Est y compris, la partie anglophone et le reste des autres régions francophones plus au sud du pays (Sud, Centre, Ouest, Littoral). Le comité scientifique travaillera avec les points focaux du Conseil National de la Jeunesse du Cameroun (CNJC) dans les villes cibles de ladite étude.

La même étude s'emploiera à étudier l'employabilité des

réseaux sociaux par les communes, déterminera les potentiels et offrira de manière non exhaustive, une palette d'opportunités pour les camerounais et les jeunes avec les réseaux sociaux, d'où la thématique : « jeunesse, réseaux sociaux et gouvernance locale ».

Pour ce qui est de la sensibilisation et la formation des jeunes, ce sera un événement qui s'appuiera sur des artistes, comédiens et influenceurs de renoms qui font l'unanimité au sein de la jeunesse. On prévoit 5 descentes qui seront à la fois pour la présentation du budget citoyen local (BCL) qui est une innovation que nous apportons dans la dématérialisation et la simplification du budget des communes. Ce budget pourra se présenter sous forme de bande dessinée, ou de flyer imagé facilement partageable sur les réseaux sociaux, notamment WhatsApp et Facebook et en langue locale. Ce sera une présentation faite par la mascotte de la commune désignée pour drainer le plus de monde possible et en même temps, montrer aux jeunes comment suivre l'actualité de leur commune, accéder aux informations utiles et interagir avec les élus locaux.



« Développer la e-gouvernance locale, sensibiliser et former les jeunes à l'utilisation d'internet en général et les réseaux sociaux »

Le coordonnateur adjoint du projet OpenGovLoc présente les atouts de ce micro-projet.

Innov'Mag: Vous êtes porteur d'un micro-projet retenu par PRICNAC dans le cadre de l'appel à micro-projets international. Pouvez-vous nous en dire plus ?

» **C.B.Fokouabang:** OpenGovLoc est un projet qui vise à mettre la CivicTech au service des administrations locales décentralisées pour un meilleur suivi des politiques publiques par les citoyens. Il s'agit d'abord de mener une étude sur le plan national pour développer la e-gouvernance locale en mettant en exergue, la jeunesse et les communes, de sensibiliser et former les jeunes sur l'utilisation d'internet en général et les réseaux sociaux en particulier à la participation aux politiques publiques locales et notamment de former le personnel communal en charge de la gestion de l'information et de la communication sur le développement d'une feuille de route.

Q. Quelle solution concrète apportera-t-il dans le domaine de la Recherche et de l'innovation ?

» Il est question de façon concrète de trouver des niches d'opportunités de la CivicTech pouvant aider le développement de la e-gouvernance, afin de faciliter la collaboration entre les populations et les autorités municipales au niveau local. Autrement dit, la mise en œuvre de ce projet consiste à allier la technologie à la gouvernance dans l'optique de rapprocher les citoyens des élus locaux. À cet effet, plusieurs résultats

sont attendus aux rangs desquels l'implication de 68 communes à travers l'étude, le renforcement de 5 plateformes et réseaux sociaux de communes, l'implication de 80 jeunes dans les politiques publiques locales etc...

Q. Quelle sera la plus-value du financement de PRICNAC dans la mise en œuvre de ce micro-projet ?

» Des actions précédemment menées par notre organisation dans le cadre d'un programme similaire, nous ont permis de toucher 04 communes notamment les communes de Loum et Penja (dans le Littoral) et les communes de Makénéné et Eséka (dans le Centre). L'appui financier du projet PRICNAC est d'un apport capital, puisqu'il nous donne à travers ce projet d'impliquer davantage de communes sur l'étendue du pays en touchant au moins une dizaine de communes de façon directe et une soixantaine de façon indirecte à travers l'étude que nous menons.

Q. Qu'avez-vous envie de dire au sujet de cette action de PRICNAC ?

Nous avons finalement envie de dire que cette action de PRICNAC nous permet non seulement de renforcer nos capacités en matière de recherche et d'innovation, mais davantage de consolider notre écosystème sur la question du numérique et nos politiques d'innovation au service du développement durable.

07

Projet **REFUS** Carbone



+++

Rendre les femmes économiquement résilientes aux défis climatiques



Telle est l'ambition du projet REFUS Carbone qui se positionne au cœur des préoccupations environnementales et des objectifs de développement durable (ODD).

Le projet Résilience Économique de la Femme en Univers Sobre (REFUS) en Carbone vers une Croissance Verte en Afrique centrale (REFUS carbone) vise à relever les contraintes d'employabilité des femmes et filles au Cameroun, en République Centrafricaine et au Tchad, dans les domaines sobres en carbone par la mise à l'essai de modèles de formation axée sur les compétences de base et transférables, avec des soutiens complémentaires pour accéder à la formation axée sur les compétences. C'est une étude pilote basée sur les affirmations de la théorie de survie, des théories de l'éducation et du développement et des théories féministes pour lesquelles l'accès à

l'emploi des femmes est tributaire des contraintes de survie, du stock de capital humain accumulé et enfin du prolongement de leur position subordonnée dans la société.

Les membres de cette équipe ambitionnent, dans un premier temps, d'élaborer des modèles de programmes d'intervention sur mesure en fonction des points forts des localités pilotes choisies (logique des stratégies de spécialisation intelligente) en utilisant l'approche des masculinités positives pour les hommes, pour la sensibilisation institutionnelle et le soutien individuel et organisationnel en vue d'accroître la participation et la rétention des femmes en emploi. Il s'agira ensuite d'assurer un accès aux services d'insertion socioprofessionnelle qui répondent aux besoins de réduction de la marginalisation des femmes et des filles dans le marché de l'emploi. Pour finir, le projet compte mettre au point des outils de soutien pour surmonter les principaux défis liés à l'égalité des sexes dans l'éducation, la formation, la recherche et l'emploi. L'ouverture de l'initiative REFUS-Carbone aux secteurs socio-économiques public et privé va donc constituer une opportunité de transmission non seulement du savoir, mais surtout du savoir-faire nécessaire pour augmenter l'employabilité des femmes.




Dr. Finita SHEY

« REFUS Carbone arme les femmes face aux défis climatiques »

La Coordinnatrice du projet revient sur son apport aux communautés locales ainsi que sa contribution dans le domaine de la recherche et de l'innovation.

Innov'Mag: Pourriez-vous présenter en quelques mots le microprojet REFUS Carbone ?

» **Dr.Finita shey:** Il s'agit d'un projet sur la Résilience Économique de la Femme en Univers Sobre en Carbone (REFUS carbone), dans la perspective d'une Croissance Verte en Afrique centrale. L'objectif de ce projet est de créer et promouvoir de nouveaux contenus et un système de gouvernance innovant pour étendre l'accès des femmes à des emplois durables et à faible émission de carbone. Autrement dit, le projet vise à proposer de nouveaux mécanismes pour renforcer la capacité des femmes à trouver des activités génératrices de revenus respectueuses de l'environnement, aux fins de raffermir la résilience des communautés face aux défis climatiques.

Q. Quelle solution concrète apporte REFUS Carbone dans le domaine de la recherche et de l'innovation ?

» Le projet fournira des données probantes qui faciliteront la compréhension des facteurs de réussite et le suivi des progrès de l'employabilité des femmes en univers sobre en carbone. Il capitalisera les acquis du Projet d'Adaptation, de Résilience et d'Innovation (PARI) Pédagogique en contexte de crise à l'ère du numérique. Le PARI pédagogique est mis en œuvre dans le cadre du programme de Partage de connaissances et d'innovations (KIX) qui est un partenariat entre le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), et le Partenariat mondial pour l'éducation (PME). REFUS carbone s'appuiera donc sur les acquis du PARI pédagogique pour fournir aux chercheuses et chercheurs de nouveaux éléments de recherche appliquée utilisant la culture du numérique en soutien à la stimulation de l'entrepreneuriat au féminin et du renforcement de l'employabilité des femmes en général.

Q. Quelle sera la plus-value du financement de PRICNAC dans la mise en œuvre de REFUS Carbone ?

» Le financement de PRICNAC facilitera notamment la mise en place de formations et d'ateliers destinés aux femmes, afin de les sensibiliser aux enjeux de la croissance verte et de les former aux principes d'un univers sobre en carbone. Ces formations leur permettront d'acquérir des compétences et des connaissances nécessaires pour développer des activités économiques durables et respectueuses de l'environnement.

Le financement du PRICNAC favorisera aussi bien la mise en réseau et le partage de bonnes pratiques entre les femmes bénéficiaires du projet, que la création de réseaux et de plateformes collaboratives entre les femmes entrepreneures et les acteurs de la recherche et de l'innovation. Pour ainsi dire, le PRICNAC facilitera l'échange d'idées, de connaissances et de bonnes pratiques, la collaboration en vue du développement de solutions innovantes, et la création d'un modèle de référence pour d'autres projets similaires en Afrique centrale.

Q. Quelle est votre appréciation de cet appui de PRICNAC ?

» L'action de PRICNAC est pas important vers une croissance verte et inclusive, en même temps qu'elle constitue une contribution substantielle à la réalisation des objectifs de développement durable. En soutenant REFUS Carbone, PRICNAC, d'une part, reconnaît que les femmes jouent un rôle central dans le développement économique et social en Afrique centrale, et, d'autre part, contribue à renforcer leur position économique tout en améliorant leur résilience face aux impacts du changement climatique. Cette action, qui encourage l'autonomie des femmes et constitue une réponse efficace aux défis complexes posés par le changement climatique, démontre ainsi l'engagement du PRICNAC dans l'éradication de la pauvreté et l'édification d'un avenir prospère en Afrique centrale.

Autres Projets



PROJET SYNERIME

800 chercheurs et innovateurs formés aux démarches d'innovation

- C'est l'un des résultats du projet dont l'objectif est d'encourager la valorisation des résultats de la recherche et d'innovation sur les plans académique et professionnel dans la sous-région Afrique centrale. Auquel il faut ajouter les 30 demandes de brevets déposées à l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle, la publication du guide de valorisation des innovations en Afrique Centrale et la conception d'une plate-forme de mise en relation des innovateurs avec les entreprises privées

Le bilan du projet des Synergies entre les écosystèmes de la recherche et l'innovation et le monde de l'entreprise (SYNERIME) est donc éloquent et ses interventions portent du fruit dans les trois (3) pays de la sous-région Afrique centrale retenus à savoir, le Cameroun, le Congo et la Gabon. Ce projet part du constat alarmant d'une incohérence entre les modalités de recherche académique et les besoins du marché privé. En effet, la majorité des chercheurs du secteur public et de la sphère indépendante mènent, en général, une démarche axée sur les résultats, mais dépourvue de la composante terrain qu'ont pourtant besoin les entreprises du secteur privé en raison de leurs réalités opérationnelles. De leur côté, les entreprises privées demandeuses déplorent le fait que les solutions innovantes proposées par les chercheurs locaux soient, le plus souvent, inconnues du grand public. Mais surtout lorsqu'elles bénéficient d'une communication suffisante, celles-ci coûtent bien plus chères que la réalité du marché.

C'est donc à partir de ce constat que le projet SYNERIME a réuni les acteurs de la chaîne de création et de valorisation des résultats de la recherche et innovation afin qu'ils s'accordent sur les priorités d'actions et définissent de manière harmonieuse les axes d'intervention de chacune de ces parties prenantes. Ainsi, l'équipe a développé une logique d'intervention en trois axes que sont l'innovation, la protection et la valorisation.

En ce qui concerne l'axe innovation, l'objectif était de former les entrepreneurs, chercheurs et innovateurs à la méthodologie de recherche et innovation afin que des solutions innovantes brevetables soient obtenues. Dans le cadre de l'axe protection, il s'est agi d'appuyer les innovateurs retenus sur la démarche de brevetage de leurs solutions, de la rédaction du mémoire de brevet à la demande de brevet auprès de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI). Cet axe a été réalisé en étroite collaboration avec les ministères en charge de l'innovation et de la propriété intellectuelle dans les 3 pays d'intervention. Pour finir, l'axe valorisation a consisté en la création de potentielles synergies ou partenariats entre les innovateurs accompagnés et des entreprises privées qui se trouvent dans le besoin. Cet axe était d'une importance capitale pour les partenaires et pour la pérennité du projet dans la mesure où il garantissait l'écoulement des solutions innovantes conçues et par ricochet, l'éventuelle rentabilité du projet.

Des propositions

En vue de maintenir une bonne mise en œuvre du projet SYNERIME, l'équipe a organisé trois (3) forums dont l'objectif majeur était d'établir la plateforme tournante autour de laquelle tous les acteurs de la recherche et innovation auraient l'occasion, une fois par an, de se retrouver pour parler des enjeux de leurs



collaborations, de découvrir les avancées dans les divers domaines bénéficiant des résultats de la recherche et innovation, et de discuter, ensemble, pour établir des collaborations fructueuses.

Au terme du projet, l'équipe a émis des propositions d'actions concrètes en vue d'améliorer la situation du chercheur/innovateur, ainsi que l'adoption des solutions innovantes développées par les acteurs locaux. Ainsi, on a pu relever les quatre propositions suivantes : « Afin de trouver des repreneurs pour les solutions, les chercheurs du volet académique devraient faire preuve de plus d'humilité, accepter de discuter des possibilités d'amélioration avec des personnes qui ne disposent pas d'un bagage aussi important que le leur » ; « Afin d'adapter leurs démarches de recherche aux besoins du marché, les chercheurs indépendants devraient impliquer les entreprises privées dans la réflexion autour des solutions qu'elles veulent concevoir et déployer » ; « Afin d'encourager les entreprises privées à faire recours à des solutions locales parfois onéreuses et encore insuffisamment testées, le gouvernement devrait mettre en place des incitations à l'adoption des solutions innovantes locales qui pourraient se traduire par exemple par des exonérations sur les impôts et taxes », « Afin que les solutions innovantes locales soient connues du plus grand public possible, les acteurs de la société civile devraient être impliqués au premier plan dans le processus de communication et de commercialisation ».

Conscients du temps que va prendre le projet pour être concret et palpable, l'équipe a conçu un plan de durabilité en accord avec les acteurs académiques, universitaires et privés qui sont intervenus pendant son exécution. Ainsi, au cours du premier trimestre 2024, une édition des forums SYNERIME a eu lieu, avec le soutien de certaines entreprises privées, dans les trois pays le Cameroun, le Congo et le Gabon.

Flavien KOUATCHA SIMO, Coordonnateur du projet SYNERIME

PROJET RAQF

Des ressources bibliographiques accessibles

- C'est le résultat de l'enquête sur la perception de l'accès aux ressources numériques par les utilisateurs de l'Institut Supérieur d'Informatique et de Gestion et l'Université Catholique de Bukavu.

Ce projet porté par de l'Institut Supérieur d'Informatique et de Gestion et l'Université Catholique de Bukavu a permis la mise en place d'une bibliothèque numérique facilitant l'accès aux ressources scientifiques et pédagogiques aussi bien par les étudiants que les enseignants des deux institutions universitaires.

Cette initiative est née des résultats d'une enquête menée dans les deux institutions universitaires et dont les conclusions montraient globalement une sous-utilisation des ressources numériques dans l'enseignement supérieur. C'est ainsi que l'ISIG et l'UCB avaient débuté la mise en œuvre du projet portant sur le « Renforcement de l'apprentissage individuel et amélioration de la qualité de la formation via l'accès aux ressources digitales à l'Université Catholique de Bukavu et à l'Institut Supérieur d'Informatique et de Gestion de Goma. » Un projet a été mis en œuvre au courant de l'année académique 2022-2023. Partant de cette enquête, deux plateformes de bibliothèque numérique ont été mises en place, l'une à l'UCB accessible sous le lien <https://bn.ucbukavu.ac.cd> et l'autre à l'ISIG accessible sous le lien <https://isig.ac.cd/bn>.

Rétrospectives

L'initiative de départ a vu le jour dans le cadre d'un projet financé par VLIR-UOS et a été mis en œuvre en partenariat avec l'Université Catholique de Bukavu. Pour aller plus loin et renforcer l'accès à ces ressources numériques, l'ISIG en collaboration avec l'UCB ont proposé de travailler sur un projet complémentaire financé par PRICNAC. L'objectif est de rendre les ressources bibliographiques accessibles aussi bien dans l'enceinte de l'université que dans les domiciles des enseignants et des étudiants. Il est également question de diminuer le coût d'accès à ces ressources et de réduire les impressions de documents dans un souci écologique de protection de l'environnement. En effet, avec l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de communication, certains de ces problèmes ont été solutionnés. Désormais avec les bibliothèques numériques, les universités n'ont plus besoin de beaucoup d'espace pour stocker des millions d'ouvrages. Ces bibliothèques ont ainsi fait l'objet d'une vulgarisation à toutes les parties prenantes, ce qui permet aujourd'hui une consultation régulière de part et d'autre.

Résultats de l'enquête

Avant la mise en œuvre de ce projet, une étude menée au sein de l'ISIG et de l'UCB a permis d'évaluer l'accès aux ressources numériques déjà disponibles au sein de ces deux institutions. Sur la base d'informations collectées auprès d'un échantillon de plus de 320 personnes choisies de façon aléatoire, et composées d'enseignants et des étudiants de l'ISIG et de l'UCB, les résultats de cette étude ont révélé qu'avant la mise en œuvre du projet PRICNAC, le niveau d'accès à la bibliothèque numérique était très faible. De manière générale 65% des



enquêtés n'utilisaient jamais cette bibliothèque en ligne, 15% l'utilisaient une fois le mois et seulement 4% de la population enquêtée utilisaient régulièrement cette bibliothèque. Parmi les ressources utilisées, les livres électroniques sont plébiscités avec un score de 2,6/5. Les autres ressources comme les journaux scientifiques, les cours en ligne sont assez peu utilisés. En outre, cette étude démontre que l'accès à la connexion internet est relativement élevé au sein des deux institutions avec un score de 3,2/5. Très peu de répondants accèdent aux ressources numériques en utilisant les ordinateurs de l'institution (Seulement 10% de l'échantillon).

Les enquêtés accèdent et utilisent rarement les ressources numériques pour diverses raisons regroupées en cinq catégories ; les raisons informationnelles, les raisons techniques, les raisons personnelles à chaque individu et les raisons financières. Il ressort des réponses des enquêtés que l'une des raisons majeures qui leur empêche d'utiliser les ressources numériques disponibles dans l'institution est l'absence d'informations et de sensibilisation sur l'existence de cette ressource. Beaucoup d'enquêtés ont soulevé le fait qu'ils ignoraient l'existence d'une bibliothèque numérique au sein de leur institution. La deuxième raison évoquée est liée aux capacités techniques. Beaucoup d'enquêtés estimaient ne pas accéder aux ressources numériques à cause de la qualité de la connexion internet, au manque de connaissances sur la manière d'accéder à ces ressources, au manque d'un espace de consultation de ces ressources et à l'absence d'accompagnement dans l'accès à ces ressources. En plus de ces raisons, les enquêtés ont également évoqué des raisons liées au manque de temps, à la préférence pour des documents imprimés, au coût de la connexion internet et des raisons liées à l'espace de travail pour consulter les ressources disponibles.

Olivier MUGISHO, Coordinateur du projet RAQF, Université catholique de Bukavu

PROJET INFORM'ALL-CITY

Former les vendeurs (ses) informel(le)s des taxes communales à la digitalisation.

- *Inform'all-city (IAC), première plateforme digitale d'inclusion économique et de déploiement d'une gouvernance urbaine plus inclusive à l'échelle locale s'engage en faveur des petits métiers des centres urbains et des villes secondaires d'Afrique.*

La plateforme permet de digitaliser l'enregistrement et la collecte des taxes communales appelées « ticket ». Elle est exploitée par les Collectivités Territoriales Décentralisées auprès des Unités de Production Informelles (UPI) de rue. Il s'agit de leur donner le droit d'occupation de l'espace public à des fins commerciales ainsi qu'une identité digitale. Cette plateforme leur permet ainsi d'accompagner la capacitation de ces actrices et acteurs.

En effet, les vendeuses et vendeurs de rue bénéficient, grâce à l'achat d'un ticket de 600 à 1000 FCFA (1 euro à 1,5 euro) par semaine, de l'accès au module d'e-learning disponible. Son « programme solidaire de formation » (PSF) est conçu pour accompagner l'accroissement de leur productivité et leur performance. Ce programme de formation est ouvert à toutes les universités et les centres d'innovation désireux d'offrir des enseignements calibrés pour cette catégorie de population. Le projet IAC permet également aux Unités de Production Informelles de faire du e-commerce pour étendre leur marché. Il est exécuté actuellement dans les communes de Yaoundé 2 et de Douala 3. Il permet également à d'autres institutions d'en bénéficier en termes d'innovation. C'est le cas pour le Fonds d'aide et d'équipements Intercommunal (Feicom), l'École Nationale Supérieure Polytechnique, le Centre d'innovation privé JFN Center et les membres du consortium. IAC est une opportunité d'innovation au service du développement local dans les domaines de la gouvernance urbaine, de la formation et de l'incubation pour cette couche vulnérable de la population.

Procédés et résultats

En préalable à l'élaboration de la plateforme numérique, la phase pilote a mené un certain nombre d'actions pour son déploiement optimal. Il s'agit entre autres, de l'enregistrement et le profilage de 484 femmes UPI de rue contre une cible de 300 ; de la tenue d'ateliers de co-création avec les différents bénéficiaires afin de dresser un état des lieux, un état des besoins, d'identifier les parties prenantes et les risques majeurs susceptible d'empêcher l'atteinte des objectifs du projet.

Ces ateliers ont également permis d'imaginer le kiosque et l'aménagement de rue idéaux afin d'améliorer les conditions de



travail et de favoriser l'embellissement de la ville ; la sensibilisation des femmes vendeuses de rue au paiement de la taxe. 100% des femmes profilées ont affirmé être prêtes à accroître le tarif hebdomadaire du ticket si la commune réalise toutes les actions prévues notamment au niveau de la mise à disposition de nouveaux kiosques adaptés à leurs différentes activités.

Des enquêtes digitales et la tenue de sessions de co-création ont permis de développer la plateforme IAC et le programme solidaire de formation. IAC a procédé à la formation des femmes vendeuses de rue et des agents communaux à la conduite du changement et à la transformation digitale.

Le projet a lancé des ateliers de dialogue avec l'écosystème de la gouvernance urbaine à Yaoundé 2. Ces sessions ont réuni l'ensemble des parties prenantes ayant un impact sur l'aménagement de l'espace public. La réalisation du plaidoyer auprès des ministres de la Décentralisation et du développement local, de l'Habitat et du développement Urbain, pour un aménagement urbain plus inclusif.

Au terme de ces actions, le projet envisage l'adoption d'une charte communale de taxation inclusive. À la suite du développement de la plateforme, les femmes et les CTD cibles ont été formées en février 2024 à l'utilisation du digital notamment à travers le test de la plateforme sur un échantillon de 150 UPI. Le projet a également été sollicité par la GIZ pour répliquer les méthodologies d'accompagnement des vendeurs de rue, dans le cadre du projet Mobilité Verte Yaoundé. En outre, l'UNICEF et la Fondation MTN ont marqué leur intérêt pour accompagner en 2024 le passage du projet à l'échelle nationale. Des discussions sont également en cours avec l'Agence Française de Développement pour un appui particulier en ce qui concerne le renforcement de capacités des femmes vendeuses de rue.

Murielle Tuguel epse BISSEK II L - Coordinatrice du projet INFORM'ALL-CITY.

PROJET FLASH

Encourager l'innovation dans le secteur de la médecine traditionnelle

■ C'est le rôle que s'est assignée la Société africaine avicole avec l'appui de l'AUF et du consortium Pricnac.



L'usage approprié des technologies numériques dans la médecine traditionnelle est une initiative perspicace que la société Africaine Avicole s'est engagée à résoudre afin de répondre aux défis que rencontrent les acteurs de la médecine traditionnelle. Cet héritage ancestral africain a du mal à s'imposer dans un univers où les ressources financières se rarifient et le regard porté sur ces pratiques jadis ancestrales reste inchangé. La médecine traditionnelle a du mal à s'imposer et à être définitivement admise dans notre société à cause des préjugés et de la réputation de certains tradipraticiens qui ont créé le doute et la méfiance chez la population. Ces acteurs ont très souvent été qualifiés de charlatans, marabouts, imposteurs. Malgré ces préjugés, leurs objectifs visant à apporter une réelle solution alternative à la médecine moderne et de réduire les maladies en améliorant la vie des populations sont inchangés. C'est sans doute en prenant conscience de ces difficultés que la société Africaine Avicole s'est décidée de tout mettre en œuvre pour accompagner ces acteurs de la médecine traditionnelles dans la poursuite de leur mission.

La Société Africaine Avicole, en collaboration avec les acteurs de la médecine non conventionnelle, envisage donc d'améliorer la qualité du suivi médical des populations en partant de l'héritage ancestral. Pour la mise en œuvre de ces objectifs dans un univers où le digital occupe désormais une place prépondérante, Gryotis Group Sarl l'un des centres de formation en matière du numérique au Cameroun aura la responsabilité de former les acteurs de la médecine traditionnelle à l'utilisation des outils numériques afin qu'ils puissent mieux promouvoir leurs produits et s'adapter au contexte actuel. Les formations de renforcement de capacités portent sur des techniques et marketing des acteurs, l'accompagnement à l'enregistrement des marques commerciales et brevets, le développement et la vulgarisation d'un annuaire numérique destiné aux professionnels de la filière des plantes aromatiques et médicinales.

Vulgarisation

Au mois de juin dernier le porteur de projet Africaine Avicole entreprise a organisé une conférence de presse à la délégation de la santé publique du Littoral. Cette activité a été médiatisée tant sur le plan national qu'international dans le but d'informer et d'inviter la grande majorité à s'investir dans ces activités flambeau du plan d'action du projet. Au cours de cette conférence de presse, un contrat de collaboration a été signé entre le « Réseau des Parlementaires pour la Promotion de la Santé et de la valorisation de la médecine traditionnelle » (Reprosan) et Africaine Avicole. Cette collaboration qui se veut durable vise à valoriser la médecine traditionnelle. Le Reprosan n'a pas hésité à faire venir son bureau exécutif pour mûrir la crédibilité de cet événement.

Afin de lier la théorie à la pratique, le projet Flash a aussitôt, en début de mois de juillet, entrepris une campagne de recensement de tous les acteurs de la médecine Africaine et traditionnelle. Une intense campagne dans les artères de la ville de Douala et ses environs qui s'est soldée par la mise sur pied d'une base de données bien fournie comprenant toutes les informations utiles de chaque naturopathe recensé. Cette base de données finement élaborée sera la pierre angulaire d'une nouvelle étape menée par le partenaire du projet, Gryotis Group Sarl, l'école de formation au numérique qui forme les acteurs à l'utilisation des outils digitaux afin de mieux promouvoir leurs produits.



En vue de valoriser les résultats de la recherche, le projet a travaillé en collaboration avec les chercheurs des différentes universités camerounaise en vue notamment de la publication des articles scientifiques sur les plantes aromatiques et médicinales. La doyenne de la Faculté de médecine de l'université de Douala a assuré la supervision de cet aspect du travail.

Patrick MOUAFFO, Coordinateur projet FLASH.
Africaine Avicole

Les acteurs de la médecine africaine outillés

- Ils ont pris part, le 26 septembre 2023 à la Maison des jeunes et de la culture de Bépanda à Douala, à un séminaire de renforcement des capacités techniques avec l'appui de l'IMPM.



Il s'agit d'une activité clé du projet. Pour se faire, elle s'est appuyée sur un partenaire de poids, l'Institut de Recherches Médicales et d'Études des Plantes Médicinales (IMPM) dont l'expertise sur les plantes médicinales est reconnue dans les pays de la sous-région. Au cours de cette formation, les participants ont été capacités dans plusieurs aspects. Notamment, la connaissance des différentes catégories de médicaments traditionnels (MTA), la maîtrise des bonnes pratiques de collecte, séchage et conservation de la matière végétale pour la fabrication des MTA ; la maîtrise des méthodes d'extraction et d'identification chimique des extraits ; la maîtrise des bonnes pratiques de fabrication des médicaments traditionnels améliorés ; la maîtrise du conditionnement des produits finis à base des plantes ; la connaissance détaillée du processus d'obtention de l'autorisation de mise sur le marché (AMM), etc. Au total, une centaine d'acteurs ont bénéficié du



renforcement de leurs capacités techniques dans ce domaine au cours de cette session de formation qui a eu lieu à Douala. Pendant les travaux, les membres du consortium PRICNAC qui étaient présents ont pu suivre et évaluer séance tenante le processus.

PROJET RSTPAC

100 journalistes et acteurs de la société civile formés à l'atténuation des changements climatiques

■ Ils ont bénéficié de formations mises en œuvre par le projet RSTPAC dans le Kasai central en RDC.



C'est grâce à l'appui de l'AUF et ses partenaires de consortium dans le cadre du projet PRICNAC que la première phase de subvention du fonds de l'Union européenne a permis de procéder à une formation de 50 journalistes et 50 autorités locales et acteurs de la société civile de RDC. Parmi les participants figuraient huit radios communautaires et médias en lignes, la division provinciale de médias et communication, l'UNPC (Union Nationale de la Presse Congolaise). Cette formation de deux jours était basée sur la vulgarisation des savoirs traditionnels locaux favorables à l'atténuation des effets du changement climatique.

L'objectif de cette formation était de doter aux journalistes, autorités locales et acteurs de la société de notions et techniques locales contenues dans le rapport d'étude menée par le projet et approuvé depuis le mois de février 2023 par les autorités provinciales du Kasai Central. Dans le rapport disponible dans des bibliothèques nationale et universitaire l'équipe du projet explique comment des communautés peuvent s'adapter aux effets du changement climatique et éviter les dégâts supplémentaires grâce au travail de l'homme. En effet, les conclusions de l'année de recherche sont sans appels : les chocs que rencontrent les savoirs locaux sont liés au changement climatique.

Selon l'un des facilitateurs, le consultant de BEMPRODEC, chef des travaux Donatien Katshienke, « les journalistes sont formés pour relayer les messages liés aux savoirs traditionnels au grand public, étant donné que les savoirs sont une grande importance car la pollution de l'environnement doit être maîtrisée pour éviter la menace qu'elle fait peser sur la vie humaine ». Pour les participants à cette formation, c'est une innovation qui va leur permettre d'améliorer le traitement de l'information sur les changements climatiques.

En rappel, depuis le 29 juillet 2022, date de mise en œuvre du projet RSTPAC d'une durée de 12 mois dans la province du Kasai Central en République Démocratique du Congo, 150 peuples autochtones, 150 membres de la communauté locale (Bantous), 50 journalistes et 50 acteurs de la société civile et autorités locales ont été formés à la promotion des savoirs traditionnels locaux des peuples autochtones et des communautés locales favorables à l'atténuation des effets du changement climatique à travers la recherche-étude et l'innovation.

François KABASELE, coordonnateur du projet RSTPAC

PROJET EEPER:MD

Redécouvrir les savoirs locaux pour des infrastructures durables en Afrique Centrale

Les enjeux climatiques, l'économie d'énergie et la protection de l'environnement sont des réalités pressantes qui poussent à une réévaluation des méthodes de construction en Afrique Centrale. Le projet EEPER : MD, mené par une équipe de chercheurs, explore l'intégration des connaissances ancestrales pour créer des infrastructures durables adaptées aux défis actuels.

Une tradition de construction revisitée

Historiquement, la colonisation a imposé des matériaux comme le ciment et le béton, étouffant les techniques locales. Aujourd'hui, les chercheurs mettent en avant les matériaux autochtones comme les mélanges terre-cendre alcaline-sable, les bois, les pierres, les pailles et diverses fibres naturelles. Ces matériaux, utilisés par les ancêtres, montrent un potentiel énorme pour des constructions durables et écologiques.

Figure 1: Les liants et matériaux de construction issus du savoir et savoir-faire ancestral



Le savoir autochtone au service du développement durable

Les infrastructures modernes doivent intégrer les savoirs locaux pour être véritablement durables. Avant l'introduction du ciment Portland, les peuples d'Afrique Centrale utilisaient des liants naturels efficaces. Les études archéologiques montrent que les objets fabriqués avec des techniques à faible température et utilisant des cendres alcalines sont durables. Les latérites et les argiles, latériques, avec leur structure amorphe ou semi cristalline, et les sablés de rivière sont des matériaux locaux qui résistent au temps.

Collaboration et innovation

Pour maximiser les avantages des savoirs autochtones, il est essentiel de les combiner avec les progrès scientifiques et technologiques modernes. La digitalisation joue un rôle clé en optimisant l'économie d'énergie et les coûts tout en assurant la productivité et la standardisation. Les synergies de collaboration régionale permettent de tirer parti des ressources locales abondantes comme les latérites et les argiles, souvent plus adaptées que le ciment Portland.

Relocalisation et identité infrastructurelle

S'inspirant du succès des infrastructures romaines, qui utilisaient des ressources locales, le projet EEPER : MD promeut une identité infrastructurelle propre à l'Afrique Centrale. Les liants, bétons et mortiers locaux sont en cours d'évaluation pour leur durabilité et performance environnementale. Ces innovations écologiques sont conçues pour respecter et s'harmoniser avec les réalités locales.

Les nouvelles technologies pour un avenir durable

La transition numérique et l'intelligence artificielle (IA) apportent des solutions innovantes pour le développement durable. L'IA peut accélérer le progrès dans le domaine des matériaux en identifiant des corrélations dans les données, améliorant ainsi la prise de décision et réduisant l'impact environnemental. EEPER : MD intègre la dynamique moléculaire pour simplifier l'interprétation scientifique et combine les savoirs locaux et experts pour une identité unique en Afrique Centrale.

Figure 2: Développement des tessons avec les terres de proximité par les locaux en Afrique Centrale.



Durabilité et héritage

Les infrastructures anciennes, comme celles de l'empire romain, témoignent de la durabilité des techniques traditionnelles. Les tessons chromatiques et les calebasses fabriqués avec des mélanges naturels résistent aux contraintes environnementales. Le projet EEPER : MD vise à réveiller ces savoirs en les intégrant aux objectifs modernes de développement durable. L'usage équitable des ressources locales permet de créer des infrastructures performantes tout en préservant les écosystèmes.

Conclusion

La multidisciplinarité, impliquant des acteurs scientifiques, techniques et artistiques, est cruciale pour accompagner le savoir local vers un développement durable en Afrique Centrale. Le projet EEPER : MD offre une solution durable pour les infrastructures écologiques, en améliorant les savoirs locaux et en favorisant une collaboration transversale. Cette approche permet de créer des infrastructures qui respectent et valorisent le patrimoine culturel et environnemental de la région, tout en répondant aux défis du XXI^e siècle.

Elie KAMSEU, Coordinateur du projet EEPER:MD MIPROMALO

PROJET RÉSEAU FAB

La Fabrique des Territoires « réseau Fab » : Un Projet Innovant pour les Jeunes Entrepreneurs

La Fabrique des Territoires « réseau Fab », mise sur pied par le consortium d'entreprises Le Boukaouro, ADISI CAMEROUN et MADIA, est un projet novateur ayant pour objectif de promouvoir l'ouverture des tiers lieux, de sensibiliser les jeunes à l'entrepreneuriat et de faire le lien entre les jeunes entrepreneurs et les autorités. Ce projet vise à créer un écosystème favorable à l'innovation et à la création d'entreprises, en offrant aux jeunes des opportunités de formation, de rencontres et de soutien pour concrétiser leurs idées.



L'Ouverture des Tiers Lieux : Un Pilier Fondamental

L'un des piliers de La Fabrique des Territoires est l'ouverture des tiers lieux. Ces espaces de travail partagés, ouverts à tous, offrent un environnement propice à la collaboration, à la créativité et à l'échange. Ils permettent aux entrepreneurs, artistes, étudiants et citoyens de se rencontrer, de partager leurs connaissances et de développer des projets communs. Les tiers lieux favorisent ainsi l'émergence d'une dynamique entrepreneurial et d'une communauté créative. Douala, Maroua et Kinshasa se sont ainsi dotées de ces espaces de vie et d'innovation.

Les Caravanes Régionales : Sensibilisation et Formation

Dans le cadre de ce projet, des caravanes régionales sont organisées pour sensibiliser les jeunes à l'entrepreneuriat. Ces caravanes se déplacent dans différentes régions (Littoral, Extrême-Nord, Kindasha) et proposent des ateliers, des formations et des rencontres avec des entrepreneurs locaux. Elles permettent aux jeunes de découvrir les différentes facettes de l'entrepreneuriat, d'acquérir des compétences clés et de bénéficier de conseils et de ressources pour développer leurs propres projets. Les caravanes régionales sont une occasion unique de créer des liens entre les jeunes entrepreneurs et de favoriser le partage d'expériences.

Des Formations Complètes pour les Entrepreneurs

En parallèle de ces actions de sensibilisation et de mobilisation, la Fabrique des Territoires propose également des formations aux entrepreneurs. Ces formations couvrent divers aspects de la création et de la gestion d'entreprise, tels que le développement commercial, la gestion des ressources humaines, la communication et la stratégie. Elles permettent aux jeunes entrepreneurs d'acquérir les compétences nécessaires pour mener à bien leurs projets et pour faire face aux défis de l'entrepreneuriat.



Un Projet Ambitieux pour Dynamiser les Territoires

En conclusion, la Fabrique des Territoires est un projet ambitieux qui vise à promouvoir l'ouverture des tiers lieux et à sensibiliser les jeunes à l'entrepreneuriat. Ce projet contribue à la création d'un écosystème dynamique et innovant, en offrant aux jeunes des opportunités concrètes de développement et de réalisation de leurs projets entrepreneuriaux. La Fabrique des Territoires est un véritable catalyseur pour l'entrepreneuriat et la créativité des jeunes, permettant de dynamiser les territoires en favorisant l'innovation et la collaboration.

Jean-Patrick KETCHA, Coordonateur du réseau FAB

PROJET I3DE

Des micro-Fablabs d'impression 3D pour cinq lycées techniques

■ *L'initiative du projet I3DE vise à stimuler l'intérêt des élèves pour l'innovation.*

La rentrée scolaire est un moment excitant pour les élèves, les enseignants et les parents, marquant une opportunité renouvelée d'apprentissage. Cette année, une nouvelle raison de célébrer la rentrée scolaire s'ajoute : CAYSTI et The Manufacturing Laboratory, dans le cadre du projet I3DE, offrent des micro-fablabs d'impression 3D aux lycées techniques du Cameroun. Ces micro-fablabs sont destinés à autonomiser les établissements scolaires avec des kits professionnels d'impression 3D, ouvrant ainsi la voie à une éducation plus interactive et à la professionnalisation de l'enseignement.

Une Technologie de Pointe à l'Échelle Locale

L'impression 3D n'est plus seulement une technologie de pointe réservée à l'industrie ; elle est désormais accessible à l'échelle locale. Le projet I3DE, soutenu par l'AUF et le Programme de Recherche et d'Innovation de l'OACPS dans le cadre de l'appel à micro-projets PRICNAC, vise à démontrer l'importance de cette technologie. Voici quelques réponses aux questions fréquentes sur ce projet.

Qu'est-ce qu'un Micro-Fablab d'Impression 3D ?

Un micro-fablab d'impression 3D est un laboratoire miniature équipé d'imprimantes 3D de haute qualité, de logiciels de conception assistée par ordinateur (CAO) et de tout le matériel nécessaire pour intégrer l'impression 3D dans le programme d'études d'une école.

Quels sont les Avantages Pédagogiques de l'Impression 3D ?

Pour la Professionnalisation de l'Enseignement

L'introduction de micro-fablabs d'impression 3D dans les écoles a un impact significatif sur les enseignants. Ils acquièrent de nouvelles compétences en technologie et en CAO, ce qui les rend plus polyvalents et mieux préparés pour enseigner dans l'ère numérique. De plus, l'impression 3D permet aux enseignants d'illustrer des concepts complexes de manière concrète et mémorable pour les élèves.

Pour les Élèves

L'impression 3D offre une solution clé en main pour encourager la créativité et l'innovation. Elle favorise l'apprentissage pratique en permettant aux enseignants et aux élèves de créer des objets tangibles à partir de leurs propres conceptions. Cette approche interactive stimule l'engagement des élèves et renforce leur compréhension des concepts STEM. De plus, l'impression 3D encourage la résolution de problèmes, car les élèves doivent élaborer des solutions créatives pour les défis de conception. Cela renforce leurs compétences en résolution de problèmes, essentielles pour la vie. Enfin, elle favorise également la collaboration, car les élèves travaillent en équipe pour concevoir et imprimer des kits didactiques, les préparant à travailler efficacement dans un environnement professionnel.

Élargissement de l'Accès à l'Éducation Technologique

L'une des principales missions de cette initiative est d'élargir l'accès à l'éducation technologique. En fournissant des micro-fablabs aux écoles, même celles avec des ressources limitées, les élèves, enseignants et superviseurs pédagogiques ont la possibilité d'explorer la technologie de l'impression 3D. Cela contribue à réduire la fracture numérique et à garantir que tous les élèves ont accès à des opportunités d'apprentissage équitables.



Qui sont les Bénéficiaires du Projet I3DE cette Année ?

Cinq lycées techniques des régions du Centre, de l'Ouest, de l'Est et du Littoral reçoivent des micro-fablabs d'impression 3D :

1. Lycée Technique de Nkolbikok (Bertoua)
2. Lycée Technique de Bafoussam (Bafoussam)
3. Lycée Technique de Bonabéri (Douala)
4. Lycée Technique de Koumassi (Douala)
5. Lycée Technique de Nkolbisson (Yaoundé)

Une fois sélectionnés en collaboration avec le Ministère des Enseignements Secondaires, ces écoles reçoivent un kit complet comprenant des imprimantes 3D, des ordinateurs avec des logiciels de CAO et une formation continue pour les enseignants sur l'utilisation de la technologie. Les écoles sont encouragées à intégrer l'impression 3D dans leur programme d'études, à organiser des concours de conception et à promouvoir la créativité des élèves. Pour ce faire, elles peuvent compter sur le leadership des directions des établissements scolaires, l'animation continue offerte par les formateurs I3DE et l'appui institutionnel.

Pour en savoir plus : <https://lnkd.in/eaHVVH6iK>

Arielle KITIO TSAMO, Coordinatrice du projet I3DE CAYSTI

Déclarations du Coordinateur PRICNAC



Jean Calvin TJOMBE

« Le Réseau PRICNAC sera l'élément le plus important de la pérennisation du projet »

Le coordinateur du projet PRICNAC en dresse un bilan élogieux qui révèle du sérieux des membres des projets et de l'efficacité du Consortium.

Innov'Mag : La première phase du projet PRICNAC est achevée : quel premier bilan pouvez-vous en faire ?

Jean-Calvin TJOMBE : En effet, il y a un bilan à faire plutôt positif compte tenu des difficultés rencontrées. Huit micro-projets ont été sélectionnés sur les douze prévus. Avec les résultats suivants : cinq mini-fablabs installés dans les établissements secondaires d'enseignement technique (projet I3DE) ; deux tiers-lieux physiques et un tiers-lieu numérique (projet Réseau FAB) ; trois forums étudiants-chercheurs-entrepreneurs (forums SYNERIME) au Cameroun, au Congo et au Gabon (SYNERIME) ; trente dépôts de brevets à l'OAPI (SYNERIME) ; 1 guide de valorisation des innovations et des inventions en Afrique centrale (SYNERIME) ; douze dépôts d'enregistrement de marques à l'OAPI (FLASH) ; deux bibliothèques numériques et deux plateformes pédagogiques d'enseignement à distance (RAQF).

Que prévoit la suite du projet pour ceux des projets en cours ?

Avec les nouveaux projets en cours, nous souhaitons notamment la création de quatre tiers-lieux physiques, développer une plateforme digitale de rencontre des acteurs de l'écosystème sciencepreneurial en Afrique centrale, former 3000 acteurs de l'écosystème de la recherche et de l'innovation

CLINAC) ; la création d'une plateforme numérique de e-learning, de e-commerce et de réseautage des femmes entrepreneuses et former deux cent femmes entrepreneuses usagères de la plateforme (E-entrepreneuse) ; le développement de quatre prototypes d'équipements agricoles intelligents (Cuisinière programmable à distance, moulin intelligent, trieuse optique, système d'élevage intelligent) et déposer à l'OAPI trois demandes de brevet d'innovation (PDEAI) ; la création de deux hubs de valorisation des déchets basée sur les nouvelles technologies numériques, l'obtention d'un brevet pour six inventions et prototypes et créer deux startups (une au Cameroun et une en RDC) ; le développement et l'adoption de dix innovations agricoles adaptées aux besoins des populations des zones rurales (biochar, biopesticide à base de feuilles de neem, biopesticide à base de feuilles de tabac, biopesticides à base d'ail et de piment, etc.) et créer trois champs expérimentaux de culture des innovations agricoles (expérimentation du biochar et des biopesticides) ; la formation de dix jeunes à l'entrepreneuriat vert.

En quoi le projet devrait-il être amélioré? Les résultats sont-ils satisfaisants ?

La répartition des rôles entre les partenaires de consortium n'a pas été correctement clarifiée dès le départ c'est pourquoi il a été recommandé lors de l'évaluation à mi-parcours ROM de confier la création du réseau à OBREAL GLOBAL et d'impliquer le REIFAC dans le dispositif de suivi-évaluation du projet. Nous sommes en train de suivre les recommandations du ROM et pour l'instant les résultats sont satisfaisants.

À l'issue du projet, qu'est-ce qui est envisagé? Que se passera-t-il pour des projets?

À l'issue du projet, les organisations membres de consortium des microprojets devraient se constituer en réseau dénommé « Réseau PRICNAC ». Ce réseau qui survivra à PRICNAC est l'élément le plus important de la pérennisation du projet. En plus de catalyser l'échange d'informations et de bons procédés, ce réseau sera pour ses membres un viatique en matière de partenariat et de recherche de financement.

Qu'est-ce que PRICNAC ?

PRICNAC «Promotion de la recherche, de l'innovation et de la culture numérique en Afrique centrale» est un projet financé par le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), et l'Union européenne dans le cadre du fonds ACP pour l'innovation et son programme Recherche & innovation. D'une durée de 4 ans, PRICNAC a pour objectif de renforcer les capacités de recherche-innovation dans les pays d'Afrique centrale par la consolidation des écosystèmes d'innovation et la création de synergies productrices entre l'entrepreneuriat, le numérique et les politiques d'innovation au service du développement durable et de la réduction de la pauvreté.

Quelles sont les valeurs principales du PRICNAC ?

- Innovation
- Créativité
- Inclusion
- Coopération multi-parties prenantes
- Échange multidirectionnel de pratiques
- Internationalisation de la coopération locale et régionale.

FONDS POUR L'INNOVATION

Promotion de la Recherche, l'Innovation et la Culture Numérique en Afrique Centrale (PRICNAC)

CONSORTIUM DU PROJET



COORDINATEUR DU PROJET

Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), France



PARTENAIRES

Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES), Burkina Faso

Association of African Universities (AAU), Ghana

Réseau des experts en ingénierie de formation de l'Afrique Centrale et des Grands Lacs (REIFAC), Cameroun

Observatorio de Relaciones Unión Europea –América Latina (OBREAL Global Observatory), Espagne

LIEU



Afrique centrale : Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé et Príncipe, Tchad

DURÉE



Janvier 2021 – Janvier 2025

BUDGET TOTAL



4 884 128 EUR

CONTRIBUTION UE



4 151 509 EUR

CONTACT DU PROJET



Pr André Alain KIYINDOU
Agence Universitaire de la Francophonie (AUF)
alain.kiyindou@auf.org



PRICNAC

Promotion de la Recherche,
de l'Innovation et de la Culture
Numérique en Afrique Centrale

DÉFI

Confrontés à une faible productivité économique, à l'inadéquation entre les programmes de formation des établissements d'enseignement et les besoins du marché du travail, à un retard dans l'utilisation de la numérisation et à un manque de collaboration entre les acteurs des secteurs public et privé, de nombreux pays d'Afrique centrale n'utilisent pas suffisamment leur potentiel pour investir efficacement dans leur économie au niveau national et régional.

OBJECTIF

Les capacités de formation des établissements d'enseignement secondaire et supérieur seront adaptées pour inclure des composantes axées sur les compétences, le développement local et la transformation numérique. Couplés au renforcement des capacités de recherche et des compétences numériques des centres et réseaux de recherche, à l'amélioration des compétences entrepreneuriales et numériques des entreprises et des ONG, et à la mise en relation des autorités nationales avec les besoins du marché et de l'éducation, les écosystèmes nationaux et régionaux de recherche et d'innovation (R&I) seront préparés à devenir inclusifs et à fonctionner plus harmonieusement en faveur du développement durable en Afrique centrale.

La création d'un réseau PRICNAC avec la participation active de ces parties prenantes contribuera également à la mise en place d'écosystèmes de R&I solides.

JUSTIFICATION

Bien que l'Afrique centrale obtienne de meilleurs résultats que la moyenne africaine pour certains indicateurs économiques tels que l'abondance des ressources naturelles, les investissements privés, les exportations et les investissements directs étrangers (IDE), il n'y a guère d'impact positif sur l'amélioration du niveau de vie ou la croissance inclusive.

En outre, la valeur économique ajoutée (VAE) du secteur privé et la qualité de la gouvernance obtiennent des résultats inférieurs à la moyenne africaine, ce qui entrave la transformation des économies faibles actuelles en économies productives dans la région.

L'augmentation des investissements dans la recherche, le développement et l'innovation dans des secteurs importants tels que l'agriculture de nouvelle génération, l'informatique, la programmation et le développement de logiciels, ainsi que les sciences biologiques et médicales, est primordiale pour accroître les capacités scientifiques et techniques et stimuler les économies.

Mais pour y parvenir, une masse critique de ressources humaines bien formées et adaptées aux besoins du marché du travail est nécessaire, ainsi que des politiques d'innovation adéquates et une accélération de la numérisation et de son accès dans et à travers les secteurs scientifiques et économiques.

Par conséquent, la voie du développement durable inclusif et de la réduction de la pauvreté passe par la nécessité d'une collaboration durable entre les secteurs privé et public.





MÉTHODE

PRICNAC s'attache à impliquer un large éventail d'acteurs des secteurs public et privé - instituts d'enseignement, centres et réseaux de recherche, multinationales et petites et moyennes entreprises (PME), autorités publiques, chambres de commerce, organisations professionnelles, syndicats, organisations non gouvernementales (ONG) et jeunes entrepreneurs - qui sont actifs dans tout type de secteur économique.

PRICNAC apporte un soutien financier à des micro-projets regroupant plusieurs acteurs de différents pays d'Afrique centrale, sélectionnés par le biais d'appels à propositions (voir le site web pour plus de détails), qui opèrent au niveau régional et qui visent à :

- Renforcer le capital humain, en soutenant les individus et les institutions ayant des idées créatives pour constituer une plateforme régionale (réseau PRICNAC) pour le partage d'informations, la collaboration, la formation et la mise en réseau.
- Mieux connecter les parties prenantes actives dans les écosystèmes de R&I pour établir des mécanismes de coopération durable.
- Contribuer à la collaboration régionale répondant aux besoins de R&I les plus complexes.
- Renforcer les capacités d'entrepreneuriat et les nouvelles initiatives ascendantes en promouvant le rôle des établissements d'enseignement au sein des écosystèmes d'innovation.

PRICNAC fournit des formations aux micro-projets sélectionnés sur :

- L'application des Stratégies de spécialisation intelligente (3S) - définies comme étant des approches ascendantes de soutien à l'innovation pour le développement local durable et basées sur les spécificités des territoires, l'adaptation au contexte, le ciblage des activités de transformation les plus prometteuses et l'implication des parties prenantes privées et publiques. C'est également un concept de politique d'innovation par lequel les partenariats entre les entreprises, les entités publiques et les institutions de la connaissance se concentrent sur les forces régionales et élaborent des plans pour stimuler l'innovation régionale.
- Les questions de R&I et d'entrepreneuriat qui se concentrent sur l'adaptation aux besoins locaux.

RÉSULTATS ATTENDUS

Impacts

Un environnement de recherche et d'innovation inclusif pour le développement durable et la réduction de la pauvreté en Afrique centrale.

Effets

- L'accès aux solutions durables générées par la R&I et adaptées aux contextes locaux amélioré.
- Extension des activités du réseau PRICNAC.

Produits

- Les parties prenantes de l'écosystème de la R&I sont en mesure de développer, d'améliorer et de transférer des solutions durables adaptées aux contextes locaux.
- Les établissements d'enseignement secondaire et supérieur sont en mesure de proposer des formations adaptées au marché du travail.
- Des capacités techniques et organisationnelles des structures de conseil en R&I dans le secteur privé renforcées.
- Réseau PRICNAC fonctionnel pour la promotion de la R&I en Afrique centrale.

PRIORITÉS DU PROGRAMME

Accès à la culture numérique, connaissance et utilisation des technologies émergentes.

Liens entre le développement des compétences en R&I et le marché du travail.

Synergies dans l'écosystème de la R&I (secteur privé, transfert de technologie, adoption de la R&I).

Connaissances locales et autochtones.

SECTEUR

Développement durable

MOTS CLÉS

numérisation, recherche, innovation, réseau multipartite, formation



if@oacps-ri.eu
www.oacps-ri.eu



Atelier d'initiation au montage et programmation électronique

LE CONSORTIUM PRICNAC



Coordonné par
l'Agence Universitaire
de la Francophonie



ASSOCIATION OF AFRICAN UNIVERSITIES
ASSOCIATION DES UNIVERSITÉS AFRICAINES
اتحاد الجامعات الأفريقية

Créée il y a 60 ans, l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) est le premier réseau universitaire au monde avec plus de 1000 membres : universités, grandes écoles, et centres de recherche dans près de 120 pays. L'AUF c'est aussi un label qui porte une vision pour un meilleur développement des systèmes éducatifs et universitaires : « penser mondialement et fonctionner scientifiquement et agir régionalement en respectant la diversité ». L'AUF coordonne PRICNAC et s'occupe de la gestion technique, administrative et financière.

L'Association des universités africaines (AUA) est l'organisation faîtière et le forum pour la consultation, l'échange d'informations et la coopération entre les institutions d'enseignement supérieur en Afrique. Elle a son siège à Accra, au Ghana, après sa création en novembre 1967, par suite des recommandations formulées lors d'une conférence organisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à Antananarivo, à Madagascar, en septembre 1962, pour la création d'une telle organisation faîtière.



OBREAL-Global est une organisation composée de membres de diverses institutions académiques et de recherche, d'associations et de réseaux universitaires, de chercheurs individuels et de praticiens d'Europe, d'Amérique latine, du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Asie, avec une forte orientation internationale. Obreal Global a été créée à l'origine pour l'exécution d'un projet de la DG RELEX et EuropeAid pour l'Amérique latine (2004-2007).



OBREAL-Global est une organisation composée de membres de diverses institutions académiques et de recherche, d'associations et de réseaux universitaires, de chercheurs individuels et de praticiens d'Europe, d'Amérique latine, du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Asie, avec une forte orientation internationale. Obreal Global a été créée à l'origine pour l'exécution d'un projet de la DG RELEX et EuropeAid pour l'Amérique latine (2004-2007).



CONSEIL AFRICAIN
ET MALGACHE POUR
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Fondé en 1968, le CAMES est une institution régionale et intergouvernementale regroupant dix-neuf pays : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Madagascar, Mali, Niger, République démocratique du Congo, Sénégal.

CAMES est également un vaste réseau d'institutions d'enseignement supérieur et de recherche, réparties entre l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Ouest, la région des Grands Lacs et l'Océan indien.



PRICNAC
Promotion de la Recherche
de l'Innovation et de la Culture
Numérique en Afrique Centrale

www.pricnac.org